



Christian Gros et David Dumoulin-Kervran (dir.)

Le multiculturalisme au concret Un modèle latino-américain ?

Presses Sorbonne Nouvelle

Autonomie indigène et politiques globales du changement climatique

Repenser la relation avec la nature dans la Sierra Nevada de Santa Marta,
Colombie

Astrid Ulloa

Camille Le Dorze

Éditeur : Presses Sorbonne Nouvelle
Lieu d'édition : Paris
Année d'édition : 2012
Date de mise en ligne : 7 mars 2017
Collection : Monde hispanophone
ISBN électronique : 9782878547474



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2012

Référence électronique

ULLOA, Astrid. *Autonomie indigène et politiques globales du changement climatique : Repenser la relation avec la nature dans la Sierra Nevada de Santa Marta, Colombie* In : *Le multiculturalisme au concret : Un modèle latino-américain ?* [en ligne]. Paris : Presses Sorbonne Nouvelle, 2012 (généré le 09 mai 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/psn/694>>. ISBN : 9782878547474.

AUTONOMIE INDIGÈNE ET POLITIQUES GLOBALES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE :

Repenser la relation avec la nature dans la Sierra Nevada de Santa Marta, Colombie

Astrid Ulloa

Universidad nacional de Colombia

Actuellement en Colombie, 1 392 623 personnes s'auto-identifient comme appartenant à 87 peuples indigènes, soit 3,4 % de la population totale, parlent 64 langues et occupent « une superficie d'environ 34 millions d'hectares, soit 29,8 % du territoire national »¹. Les peuples indigènes réclament l'autodétermination et l'autonomie territoriale et de gouvernement comme conditions de base pour leur reconnaissance comme peuples. Cette reconnaissance se reflète dans trois sphères politiques, transnationale, nationale et locale, dans lesquelles des processus spécifiques se mettent en rapport autour des ressources naturelles et du contrôle territorial, donnant lieu à la présence internationale, à la reconnaissance-ignorance des citoyennetés nationales plurielles et à l'imposition locale de souverainetés de fait.

Je vais me centrer ici sur le champ transnational, étant donné son importance pour les processus environnementaux et les dynamiques de reconnaissance des peuples indigènes qui ont eu lieu. Tout en leur permettant de se positionner comme des acteurs politiques importants, ces nouvelles tendances articulent leurs territoires et leurs ressources à de nouveaux espaces, ce qui, en retour, reconfigure les dynamiques indigènes locales. Actuellement, les transformations climatiques présentent de nouvelles nuances qui introduisent les peuples indigènes ainsi que leurs territoires dans les sphères de transnationalisation de la nature, à travers leur incorporation dans les marchés verts et les services environnementaux (puits de carbone, projets de reforestation), par la marchandisation du climat. Ainsi opère

¹ DANE-Departamento Administrativo Nacional de Estadística, 2007, *Colombia una nación multicultural. Su diversidad étnica*, Bogotá, DANE, p. 19.

une *écogouvernementalité* climatique internationale, qui met en relation local et global, et qui a des conséquences sur les territoires indigènes.

Ces situations présentent l'autonomie indigène comme un processus complexe qui transcende les reconnaissances légales nationales et supranationales, et qui s'articule avec des forces locales, régionales, nationales et transnationales, qui font que cette autonomie doit être comprise dans des négociations et des circonstances particulières avec ces acteurs. Dans ces contextes, l'autonomie est un processus de reconfiguration et de confrontation face à divers acteurs externes, ce qui conduit à la penser en relation avec des processus politiques particuliers, dans ce cas la nature, et à la comprendre dans des circonstances spécifiques et avec des implications politiques différentielles. De même, les frontières conceptuelles, politiques, territoriales et environnementales sont en reconfiguration permanente et ont une incidence sur les demandes d'autonomie des peuples indigènes. En particulier, dans le champ transnational environnemental, des politiques et des programmes environnementaux, notamment relatifs au changement climatique, séparent les territoires et les représentations, et articulent des territoires avec des programmes et des connaissances globales.

Ce texte, qui développe cette proposition générale, se divise ainsi : la première partie se centre sur la Sierra Nevada de Santa Marta, comme exemple de la situation des peuples indigènes en Colombie; la seconde partie analyse le concept d'*autonomie relationnelle indigène*, dans les sphères transnationales; puis nous discuterons des politiques globales du changement climatique et de leurs effets dans les processus environnementaux locaux, notamment celles qui sont liées aux territoires et aux connaissances. Enfin, nous considérerons les stratégies indigènes de connexion ou de confrontation avec ces diverses sphères climatiques, tout en menant une réflexion sur les épistémologies locales face au changement climatique.

LES POLITIQUES GLOBALES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LEUR INCIDENCE LOCALE DANS LA SIERRA NEVADA DE SANTA MARTA

L'importance écologique de la Sierra Nevada de Santa Marta, pour être un écosystème unique de montagne au niveau de la mer et pour son endémisme, a favorisé une série de reconnaissances environnementales puis l'intervention de programmes et de politiques nationales et internationales. Ceci est lié aux nouveaux processus de reconnaissance de cette diversité et aux savoirs associés au patrimoine matériel et immatériel. Ainsi, la Sierra Nevada de Santa Marta se transforme en une frontière environnementale, dans la mesure où des territorialités associées à la réserve de la biosphère se superposent à deux parcs naturels (parc national naturel Sierra Nevada et parc national naturel Tayrona), et elle se

reconfigure comme une réserve unique de biodiversité et comme un espace tangible en tant que patrimoine environnemental. Dans ce contexte de territorialités multiples, des politiques et des programmes environnementaux sont mis en œuvre, qui entrent en interaction avec les dynamiques territoriales indigènes, notamment dans les programmes de changement climatique.

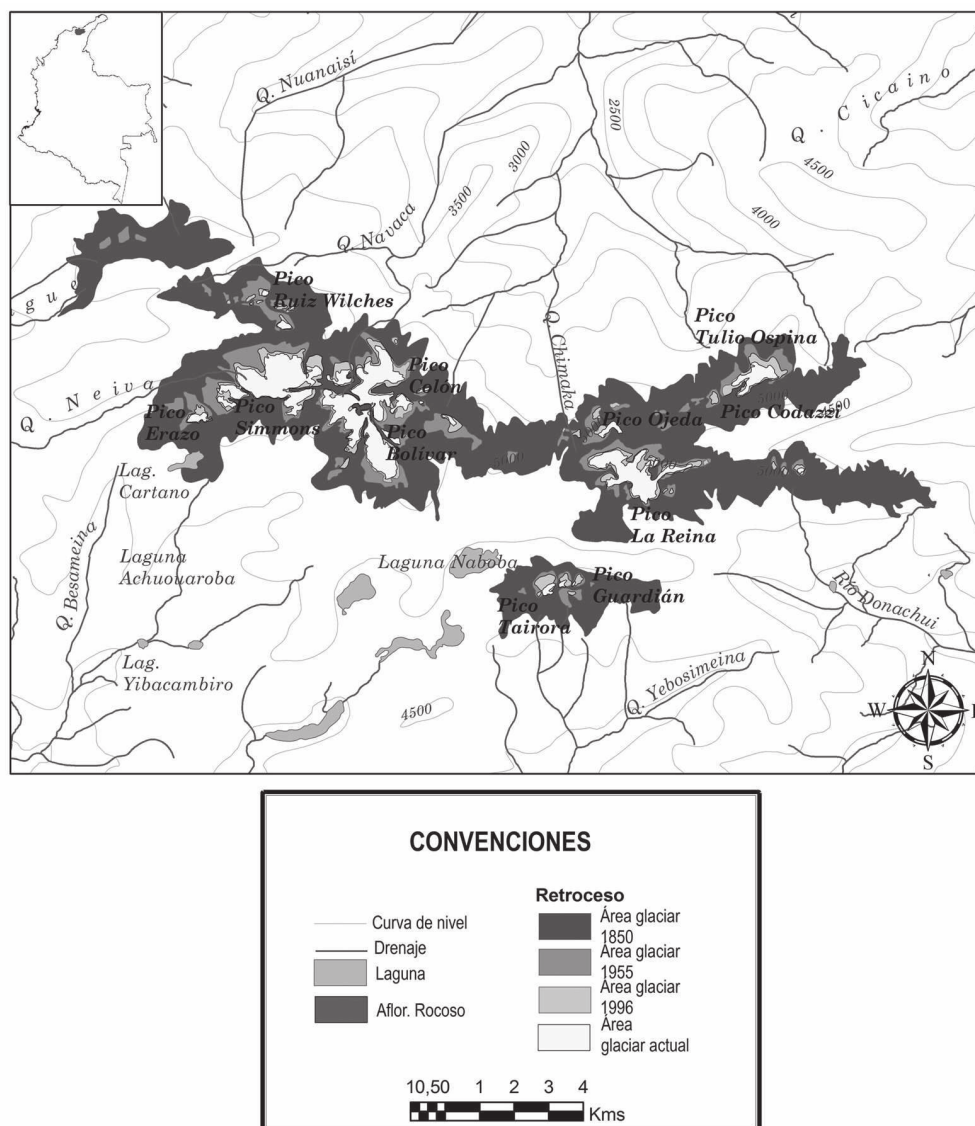
Les peuples indigènes de la Sierra Nevada de Santa Marta (kogui, arhuaco, wiwa et kankuamo) se coordonnent depuis 1999 au sein du *Consejo territorial de Cabildos* (Conseil territorial de *cabildos*) – CTC. Le CTC réclame leur participation dans l'ensemble des processus en relation avec le développement économique, social et la gestion environnementale de la Sierra Nevada de Santa Marta. Pour ce faire, il propose d'organiser le territoire de façon historique, de recourir aux différents processus d'intervention et à la présence des différents groupes sociaux et culturels des quatre peuples indigènes, et de reconnaître l'autonomie dont ces peuples ont disposé historiquement.

Cependant, les processus en relation avec le thème environnemental créent un nouveau contexte qu'il est nécessaire d'analyser, car il implique de nouvelles relations et alliances et de nouveaux conflits pour les peuples indigènes et leurs territoires, comme l'accès aux ressources génétiques, la propriété intellectuelle collective ou les politiques globales de développement durable. Ces processus constituent un défi pour les peuples indigènes, dans la mesure où ils transcendent le champ national pour établir une relation avec des processus transnationaux. De même, les décisions étatiques ne considèrent pas pleinement les peuples indigènes en cas d'absence de consultation au préalable pour des concessions ou des autorisations concernant le développement de projets environnementaux, de travaux d'infrastructures ou de programmes². Il faut souligner que le changement climatique et ses effets dans les zones d'endémisme élevé, liés aux actions globales et nationales en termes d'atténuation et d'adaptation, ont engendré une attention particulière dans la Sierra Nevada de Santa Marta en tant que productrice d'eau, mais aussi comme lieu où les effets du changement climatique influencent le recul des glaciers (voir carte 1).

Ce lieu devient une zone propice pour la mise en œuvre d'initiatives et de politiques globales concernant le changement climatique (stratégies d'atténuation et d'adaptation). Concrètement, la Sierra Nevada de Santa Marta bénéficie de projets du ministère de l'Environnement, de l'Habitat et du Développement territorial, du système des Nations unies ou d'ONG. Ces projets doivent être analysés en considérant les territorialités et les dynamiques d'intervention des peuples indigènes avec la nature car, même si ces politiques sont mises en œuvre aux niveaux local et national, elles répondent à des logiques globales.

Dans la Sierra Nevada de Santa Marta, des processus de transformation environnementale ont eu lieu, qu'il s'agisse de la régulation et de la durée des saisons

² Rodríguez, 2008.



Carte 1. La Sierra Nevada de Santa Marta et le recul des glaciers (source : IDEAM, 2008)

sèches et de pluie, ou d'augmentation de la température. Ceci a engendré une augmentation des épidémies et le changement des cycles agro-écologiques. Face à ces changements, les peuples indigènes argumentent que plus de 500 ans de confrontation et de résistance ont mené à la perte d'une partie de leur territoire ancestral, ce qui constitue un obstacle pour réaliser des pratiques environnementales et spirituelles entre les zones basses et hautes. D'autres impacts ont été : l'introduction du processus de développement national et des logiques de développement en termes de planification, de connaissances d'experts et d'« amélioration » des conditions de vie et de changement des pratiques productives, qui ont une incidence sur les dynamiques productives; l'introduction de richesses économiques associées à la marijuana et à la coca, qui ont provoqué la destruction de forêts, la colonisation

et l'imposition de modèles économiques d'exploitation et de destruction; et finalement, le pillage de leur patrimoine matériel (des vestiges archéologiques), qui est préjudiciable pour les espaces sacrés et donc pour les processus spirituels. De même, le contact a provoqué des transformations culturelles qui ont conduit à la suppression des pratiques collectives, avec des conséquences sur la gestion environnementale. Dans cette perspective, le changement climatique est non seulement le résultat de processus sociaux, culturels et environnementaux, mais aussi de l'interaction avec d'autres logiques en relation avec la nature.

Bien que les changements climatiques soient de plus en plus significatifs et affectent les territoires indigènes, il existe d'autres transformations, résultant d'accords et de politiques globales, comme le Protocole de Kyoto et le Mécanisme de développement propre (MDP), qui peuvent remettre en cause l'autonomie des peuples indigènes et empêcher le plein développement de leurs droits et propositions. Jusqu'à présent, la mise en œuvre de projets et de mégaprojets (production et transport d'énergie, industries d'extraction, voies de communication) a violé les droits fondamentaux de ces peuples et affecté leurs territoires en termes d'environnement et de culture, avec des conséquences sur les pratiques ancestrales de gestion des ressources. De même, les indigènes ont été peu présents dans les discussions nationales et internationales, en raison du manque de reconnaissance de leurs droits, et car la vision dominante de la nature ne prend pas en compte leurs perspectives. Ils n'ont pas été consultés et ont été exclus des négociations et des actions globales sur le changement climatique³.

Ces tendances vont à l'encontre des processus d'autonomie des peuples indigènes, car ces derniers sont immergés dans des processus transnationaux de consommation associés à la thématique environnementale, sans qu'ils puissent avoir une véritable incidence sur les représentations ou les négociations qui ont lieu quant à leur identité et leurs relations avec la Sierra Nevada de Santa Marta. Cette situation met en évidence la façon dont les articulations globales-locales transforment les pratiques et reconsidèrent les processus d'autonomie.

AUTONOMIE RELATIONNELLE INDIGÈNE : NÉGOCIATIONS LOCALES-GLOBALES

Pour comprendre les relations qu'entretiennent les peuples indigènes avec les trois sphères proposées (transnationale, nationale et locale) et les implications pour les dynamiques d'autonomie territoriale, il est nécessaire de décrire chacun de ces environnements. Au niveau local, il existe des acteurs (guérillas et autodéfenses)

³ Ulloa, Astrid, 2008. « Implicaciones ambientales y culturales del cambio climático para los pueblos indígenas », in Astrid Ulloa, Elsa Matilde Escobar, Luz Marina Donato et Pía Escobar (eds), *Mujeres indígenas y Cambio Climático. Perspectivas Latinoamericanas*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, Fundación Natura, UNODC, p. 17-34.

qui influencent de différentes manières la prise de décisions et le développement d'actions dans les territoires indigènes. Au niveau national, les institutions gouvernementales, qui ont proposé des processus de concertation sur l'autonomie et la participation des peuples indigènes, ont rencontré des difficultés pour intégrer ces reconnaissances à la réalité pratique des relations politiques et de la mise en œuvre de programmes. Par ailleurs, certains processus ne considèrent pas les droits des peuples indigènes, et une dynamique de reconnaissance-ignorance des citoyennetés nationales plurielles a eu lieu. Enfin, au niveau transnational, on a assisté à des processus environnementaux et de reconnaissance des droits des peuples indigènes, qui les positionnent comme des acteurs politiques importants, articulent leurs territoires et leurs ressources avec les sphères transnationales, reconfigurant ainsi les dynamiques indigènes locales.

Dans ces trois sphères, les peuples indigènes ont amorcé divers processus de défense de l'autonomie, ou « autonomies en exercice », s'appuyant sur le contrôle territorial, le gouvernement propre, la juridiction indigène, la gestion environnementale et la souveraineté alimentaire, entre autres. Citons plusieurs exemples de ces processus : les *guardias indígenas* (gardes indigènes) et la consolidation des autorités locales dans des processus de contrôle territorial permettent de créer des stratégies locales de confrontation face aux interventions externes, comme les projets d'exploitation ou d'appropriation des ressources naturelles ; les propositions de vie ou « plans de vie », qui présentent leur vision du futur et du développement en accord avec leurs besoins et leurs pratiques culturelles ; la création de systèmes juridiques indigènes avec des autorités judiciaires, des institutions, des normes, des procédures et des instances propres ; le contrôle des ressources naturelles et de la souveraineté alimentaire, qui impliquent une gestion environnementale autonome ; des propositions en lien avec les processus collectifs et les dynamiques d'interrelation entre divers peuples et/ou qui transcendent les frontières nationales⁴. Cependant, les peuples indigènes perdent le contrôle territorial en raison de pressions exercées par les paramilitaires, les guérillas et aussi par l'État. De plus, au nom de la reconnaissance, ils doivent s'adapter aux plans nationaux de développement et aux logiques du développement en termes de planification, de connaissances d'experts et d'« amélioration » des conditions de vie et de changement des pratiques productives. Ainsi, le droit à leurs propres systèmes juridiques suppose d'analyser les implications des droits individuels vs les droits collectifs, et les nouveaux processus législatifs nationaux les concernant. Enfin, leurs territoires et leurs environnements naturels intéressent des projets nationaux

⁴ Ulloa, Astrid, 2010b, « Colombia: autonomías indígenas en ejercicio. Los retos de su consolidación », in Miguel González, Araceli Burguete et Pablo Ortiz (eds), *La Autonomía a Debate: Autogobierno indígenas y Estado Plurinacional en América Latina*, Quito, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO) GTZ-IWGIA-CIESAS-UNICH, p. 149-176 ; et Ulloa, Astrid, 2011, « The autonomic politics of indigenous peoples of the Sierra Nevada de Santa Marta, Colombia: a process of relational indigenous autonomy », *LACES*, vol. 6, n° 1, p. 81-109.

et transnationaux, désireux d'exploiter et d'extraire les ressources vers des circuits économiques transnationaux, et ces territoires constituent aussi des espaces de mise en œuvre de politiques environnementales globales. Le changement climatique implique notamment l'entrée des peuples indigènes dans des sphères inédites de transnationalisation de la nature, à travers leur incorporation dans les marchés verts et les services environnementaux (puits de carbone, projets de reforestation), ainsi que de leurs territoires, par la marchandisation du climat.

Ces situations se transforment en défis permanents pour les peuples indigènes et engendrent, d'une part, des processus de reconnaissance partielle et instrumentale et, d'autre part, une gouvernabilité partielle et limitée sur leurs territoires. Ces processus exigent des peuples indigènes qu'ils créent en permanence des stratégies de construction d'alliances, de reconsidération de processus externes et de reconfiguration de processus internes pour établir des négociations et des relations avec d'autres acteurs sociaux. Ceci permet d'engendrer une *autonomie relationnelle indigène* pensée comme la diversité de processus partiels et localisés, au sein desquels cette autonomie doit être comprise dans des circonstances spécifiques et avec des implications politiques particulières, et non comme une condition permanente.

L'analyse de ces processus est nécessaire, dans la mesure où il s'y joue le fondement de l'exercice d'une pleine autonomie pour les peuples indigènes. L'autonomie relationnelle indigène doit être comprise comme la capacité des peuples indigènes à exercer l'autodétermination et la gouvernabilité sur leurs territoires à partir des relations, des négociations, de la confrontation et de la participation qu'ils doivent établir avec l'État et les divers acteurs locaux, nationaux et transnationaux. Elle s'inscrit dans la recherche de reconnaissance et d'exercice de leur autonomie politique et territoriale, même dans le cas où il s'agit de politiques étatiques ou transnationales visant à consolider cette autonomie. Une *autonomie relationnelle indigène*, en tant qu'ensemble de processus partiels et localisés, doit être comprise dans des conditions spécifiques et avec des implications politiques particulières. Dans ces contextes, les frontières conceptuelles, politiques et territoriales sont en permanente reconfiguration et influencent les demandes d'autonomie des peuples indigènes en Colombie.

POLITIQUES CLIMATIQUES GLOBALES : ÉCOGOUVERNEMENTALITÉ TRANSNATIONALE ET GÉOPOLITIQUES DE LA CONNAISSANCE

Dans le champ transnational, une écogouvernementalité climatique opère⁵, qui articule local et global et qui a une incidence sur les territoires et les auto-

⁵ Foucault, Michel, 1999, « Governmentality », in Graham Burchell, Colin Gordon et Peter Miller (eds), *The Foucault Effect: Studies in Governmentality*, Chicago, University Chicago Press,

nomies indigènes. Ainsi, elle implique de nouveaux processus de déterritorialisation/territorialisation, qui reconfigurent les relations entre transnational et local par le biais du changement climatique. Ces processus impliquent une *géopolitique de la connaissance*, qui marque les pratiques politiques environnementales et les perspectives conceptuelles des décennies antérieures, et qui est créatrice d'une *pensée frontalière*. Celle-ci consolide une nouvelle colonialité centrée sur les stratégies et pouvoirs globaux, qui diffusent à leur tour une vision unique des connaissances. Les peuples indigènes ne sont pas inclus dans la consolidation de cette écogouvernementalité climatique qui s'articule avec une nouvelle *géopolitique de la connaissance*. De plus, des actions pour l'adaptation sont proposées pour réduire l'impact des transformations climatiques, mais aucun accord ni espace de discussion n'est créé avec les communautés locales ou les peuples indigènes, laissant de côté leurs conceptions sur la nature et le climat.

L'émergence du discours qualifiant le changement climatique de problème global consolide une formation discursive qui construit des façons spécifiques de parler, engendre des stratégies pour agir ou des pratiques technopolitiques et développe des programmes spécifiques sur la planète (mise en œuvre d'actions territoriales, propositions technologiques et projection d'indicateurs), que les pays signataires du Protocole de Kyoto doivent accueillir. En conséquence, une pensée particulière sur le changement climatique a émergé, qui s'exprime dans différentes pratiques et conduites, comme l'atténuation à travers le MDP, l'adaptation, le réchauffement climatique, les gaz à effet de serre, les pronostics du climat, la Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation (REDD), les risques et la vulnérabilité climatique. De plus, on revalorise les connaissances des experts : le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), l'ingénierie forestière, la climatologie, les cabinets-conseil en marchés en relation avec la réduction certifiée des émissions et les technologies propres ; des textes : des informations relatives au réchauffement climatique, des rapports et des glossaires du GIEC ; des technologies : des modèles climatiques, les énergies éolienne, électrique et nucléaire ; des politiques (Protocole de Kyoto) ; des programmes de suivi et d'évaluation de vulnérabilité et d'adaptation de populations, d'écosystèmes et de ressources ; des objets : des produits éco-efficaces et respectueux du climat, et les biocombustibles ; des représentations : des images de l'effet de serre ; et des sujets : une population adaptée technologiquement, des éléments qui partagent tous le même discours et appartiennent à la même formation discursive.

p. 87-104 ; Foucault, Michel, 1999, « La "gubernamentalidad" », in *Estética, ética y hermenéutica. Obras esenciales*, vol. III, Barcelone, Paidós. Voir aussi : Ulloa, Astrid, 2006, *La construcción del Nativo Ecológico*, Bogotá, Instituto Colombiano de Antropología ; Ulloa, Astrid, 2005-2010, *The Ecological Native: Indigenous Movements and Eco-Governmentality in Colombia*, New York, Routledge ; Ulloa, Astrid, 2008, « Implicaciones ambientales y culturales del cambio climático para los pueblos indígenas », art. cit ; Ulloa, Astrid, 2010a, « Geopolíticas del cambio climático », *Revista Anthropos*, n° 227, Barcelone, p. 128-141.

Dans cette vision globale, les principaux acteurs sont : les pays développés qui doivent réduire la pollution de leurs industries; les pays en développement qui n'ont pas cette obligation mais qui doivent aider à réduire les conséquences des gaz à effet de serre; les institutions multilatérales qui souhaitent développer des actions globales face au changement climatique; les institutions financières, en particulier la Banque mondiale, qui dispose de fonds (*Prototyp Carbon Fund*, fonds biocarbone pour le développement de proximité et de technologie propre; accès facilité de l'investissement forestier et pilote d'adaptation) pour des projets d'application du Protocole de Kyoto (MDP et adaptation), et qui donne les tendances générales pour la mise en œuvre des processus; les corporations nationales et internationales souhaitant trouver des stratégies pour la réduction de la pollution de leurs propres industries; et les groupes d'experts tant dans le climat que dans le développement, proposant des mécanismes efficaces et économiquement viables. Une écogouvernementalité en matière de changement climatique se consolide en se centrant sur des acteurs transnationaux.

Les actions autour de l'écogouvernementalité climatique se sont centrées autour d'une rationalité particulière en relation avec la nature et le développement, et dans une logique économique qui la considère comme une nouvelle marchandise globale dans le marché international de réduction des émissions, qui se fonde sur la comptabilité certifiée des émissions de gaz à effet de serre évitées et dans la commercialisation de celles-ci à travers les unités de réduction des émissions (URE). Ces stratégies sont non seulement conçues comme une opportunité pour lutter contre le changement climatique et pour protéger l'environnement, mais aussi comme une opportunité économique pour engendrer des bénéfices sociaux. Cependant, dans la mesure où elles sont novatrices et où elles répondent à une logique principalement économique, certaines institutions et ONG et certains peuples indigènes ont des doutes sur leur efficacité à contrôler les transformations environnementales.

Déterritorialisation/territorialisation

L'émergence de l'écogouvernementalité climatique entraîne deux processus : une déterritorialisation/territorialisation, dans le cas de territoires dans lesquels une idée de ce qui doit être fait ou de comment agir existe. C'est le cas des pays en développement qui doivent s'adapter et des pays qui doivent être « aidés » à travers des transferts de technologie et dont le développement doit être repensé, processus qui est traité comme un problème d'équité. Selon Gupta et Ferguson⁶, quand les lieux se fixent selon des différences établies, « la différence » qui s'impose aux lieux est une partie intégrale du système global de domination. D'autre part, d'autres terri-

⁶ Gupta, Akhil et Ferguson, James, 2008. « Más allá de la "cultura". Espacio, identidad y la política de la diferencia », *Antípoda*, n° 7, p. 249.

toires sont reterritorisés et des distances conceptuelles se construisent autour de la production de connaissances entre pays *Annexe 1* (pays développés et avec des économies en transition) et *Non Annexe 1* (pays en développement). On construit des territoires différenciés, en accord avec le rôle qu'ils jouent dans le processus d'émission de gaz à effet de serre, et les territoires se reconfigurent, non en raison de processus économiques culturels, sociaux ou politiques, mais du potentiel de réduction ou d'absorption des gaz à effet de serre et de mise en œuvre des projets MDP.

La géopolitique de la connaissance climatique spatialise les effets, les futurs espaces et les propositions pour atténuer et s'adapter au changement climatique. Dans les représentations sur le changement climatique, les cartes – en tant que « produit culturel, situé géopolitiquement et énoncé épistémologiquement à partir du pouvoir »⁷ – permettent de visualiser les nouvelles configurations territoriales en projetant les effets, par exemple, du réchauffement à travers des scénarios futurs, dont les projections deviennent la base des reconfigurations de l'intervention, de l'appropriation et de l'utilisation des territoires. Dans cette nouvelle écogouvernementalité climatique, les technologies de surveillance sont essentielles, dans la mesure où elles impliquent une intervention globale. Ainsi, en raison de critères tels que les risques environnementaux, la perte de biodiversité ou de potentiel productif, et les menaces de maladies ou de désastres naturels, la cartographie globale se reconfigure et les relations internationales relatives à la définition de lieux d'intervention sont repensées.

Présence/absence d'autres savoirs

Une distribution « géoépistémologique » se construit, dans laquelle d'autres connaissances restent invisibilisées tandis que des connaissances/technologies sont en revanche positionnées dans des lieux spécifiques. Les peuples indigènes estiment que leur exclusion des discussions sur le changement climatique est due à l'adoption d'une vision unique de développement et de nature; à l'absence d'analyse historique, au sujet des causes du changement climatique; à l'inégalité et aux relations inégales de pouvoir, ainsi qu'à la non-inclusion d'autres perspectives culturelles ou de genre. Les effets du changement climatique pour les peuples indigènes se manifestent à deux niveaux : les séquelles environnementales spécifiques à leurs territoires, et les implications qu'ont les représentations et les politiques sur leur autonomie et leurs espaces de participation.

Ces processus ont une incidence sur les relations sociales et symboliques, collectives et individuelles des indigènes avec leurs territoires et la nature. De plus, les peuples indigènes considèrent que les mesures globales n'incluent ni leurs

⁷ Montoya, Vladimir, 2007, « El mapa de lo invisible: Silencios y gramática del poder de la cartografía », *Universitas Humanística*, n° 63, p. 165-166.

demandes ni leurs propositions. Ces mesures n'envisagent ni les différentes conceptions culturelles ni les réalités environnementales locales ; et elles ne concrétisent aucune stratégie pour lutter contre les conséquences des changements environnementaux accélérés que vivent ces communautés, ou contre la diminution de leurs possibilités d'accès et de gestion des ressources, ce qui fragilise leurs territoires, leur souveraineté alimentaire et leur continuité culturelle et physique.

Géopolitique de la connaissance climatique

Ainsi, le changement climatique se consolide comme une des vérités modernes qui organise la reproduction et la continuité de la vie humaine et non humaine, étayant une écogouvernementalité climatique articulée avec une nouvelle *géopolitique de la connaissance*. Bien qu'au sein du GIEC il existe des scientifiques du monde entier, les décisions gouvernementales dépendent des processus de négociation et de l'incidence des conférences des parties (COP). Or dans les COP, les pays en voie de développement entrent dans la négociation dans des conditions d'inégalité (en raison du nombre de membres dans les délégations, de la connaissance technologique ou de la capacité de négociation). Le GIEC s'accorde avec les gouvernements et les experts désignés par ces derniers pour approuver les rapports. D'autres processus parallèles ont lieu dans les réseaux d'experts internationaux, qui élaborent les principes conceptuels pour aborder ces problématiques environnementales.

Ainsi, le changement climatique nous plonge à nouveau dans une colonialité du pouvoir (savoir)⁸, dans laquelle se pratique une appropriation symbolique des territoires. À titre d'exemple, on peut citer les projets de MDP, qui s'ils sont mis en œuvre par des corporations et des pays développés, peuvent être implantés dans des pays en développement. Dans le cas des MDP forestiers, il est possible de financer des plantations dans des territoires qui sont la propriété d'habitants locaux, mais dont la productivité, à travers les Unités de reforestation, appartient symboliquement aux financeurs, dans la mesure où des contrats sont établis pour leur vente. Ainsi, pendant des décennies (jusqu'à trente ans), un contrôle territorial et une appropriation des ressources naturelles peuvent se maintenir, sans avoir de conséquence sur la propriété du territoire.

De même, les cartographies de l'adaptation (cartes soulignant le changement climatique, dans lesquels les effets sont spatialisés par zones d'augmentation de température, de recul des glaciers ou de réduction des pluies, entre autres) ainsi que les scénarios futurs de changement climatique – dans lesquels sont signalées les zones à risque qui nécessitent intervention et surveillance ainsi que les

⁸ Quijano, Aníbal, 1992, « Colonialidad modernidad-racionalidad », in Heraclio Bonilla (ed.), *Los conquistados. 1492 y la población indígena de las Américas*, Bogotá, Tercer Mundo-Libri Mundi, p. 437-447.

zones avec de nouvelles définitions d'utilisation de la terre – constituent les projections de reconfigurations territoriales, de nouveaux ordres de contrôle et d'appropriation territoriale. Et des spatialités se visibilisent/s'invisibilisent, en créant des priorités territoriales et en ignorant d'autres. La notion de territoire global se construit au-dessus des territoires locaux, étant donné qu'ils sont liés aux grands effets du changement climatique global, aux apports qu'ils peuvent recevoir pour l'atténuer et/ou aux migrations climatiques qui peuvent se produire, mais sans proposition spécifique ni savoirs locaux comme options face aux transformations environnementales.

L'écogouvernementalité climatique s'articule avec une nouvelle géopolitique de la connaissance (connaissance et colonialité), selon Mignolo qui analyse « la relation entre les localisations géohistoriques et la production de la connaissance »⁹. Une production de connaissance qui devient centrale dans les pays développés, pays qui soutiennent la nécessité d'un nouvel ordre sur le changement climatique, en relation avec le redimensionnement de l'économie, de nouvelles technologies éco-efficaces et le contrôle territorial pour détecter les menaces et la vulnérabilité, et cela permettant d'élaborer les stratégies qui feraient face au changement climatique dans le champ global.

La relation entre localisation géographique et production de connaissance est manifeste dans la production de technologies efficaces, dans l'information spécialisée sur les risques, la vulnérabilité et l'adaptation, dans des pays spécifiques. Ainsi, ces pays deviennent des exportateurs et des créateurs de nouvelles marchandises associées au changement climatique, par exemple les projets MDP, permettant ainsi l'expansion de processus académiques et de pratiques disciplinaires relatives au changement climatique. Une distribution géoépistémologique se construit, dans laquelle d'autres connaissances restent invisibilisées. Le changement climatique nous plonge à nouveau dans une colonialité du pouvoir (savoir). Il s'accompagne d'une résurgence de ce que Mignolo pose comme « l'équation entre le lieu géographique et la théorie (comme la production technologique de connaissances) (qui) est en lien avec l'équation moderne entre temps et théorie (et production technologique de connaissances) »¹⁰.

De plus, il faut souligner l'absence de connaissances locales et des lieux, car les connaissances, les subjectivités, les identités et les pratiques autour de la nature et de ses transformations spécifiques et dans des lieux particuliers, ne disposent pas des mêmes conditions. Ces présences/absences produisent des reconfigurations géopolitiques de la connaissance, en donnant la priorité à certains pays comme producteurs de solutions éco-efficaces face au changement climatique (Union

⁹ Mignolo, Walter, 2003, *Historias locales/diseños globales. Colonialidad, conocimientos subalternos y pensamiento fronterizo*, Madrid, Ediciones AKA, p. 159.

¹⁰ Mignolo, Walter, 2000, « Espacios geográficos y localizaciones epistemológicas: la ratio entre localización geográfica y la subalternización de conocimientos », <http://www.javeriana.edu.co/pensar/Rev34.html> (consulté le 6/10/2011).

européenne, États-Unis, Canada), et à d'autres comme destinataires, en raison de leurs risques, de leur processus économique ou de leur rôle de leader (par exemple la Chine et l'Amérique latine). La production de la représentation du changement climatique est entre les mains des scientifiques des pays développés et leurs propositions sont destinées aux pays en voie de développement, en accord avec le Protocole de Kyoto. Mais on ne tient pas compte d'autres conceptions sur le climat ou d'autres logiques d'action, et on ne questionne pas les causes elles-mêmes du changement climatique.

Les discussions sur les problèmes environnementaux, qui dans les décennies passées ont permis d'ouvrir des espaces, même réduits, au *paradigme autre ou pensée autre*¹¹, se reconfigurent et deviennent des processus coloniaux. Et, au nom d'une action globale face au changement climatique, on revient aux stratégies de contrôle territorial et conceptuel, à travers des représentations cartographiques et le privilège de production de la connaissance experte, laissant peu d'option à d'autres connaissances, comme celles des peuples indigènes, restés en dehors des processus de prise de décisions sur les actions relatives au changement climatique.

REPOSITIONNEMENT DES ÉPISTÉMOLOGIES LOCALES EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les situations présentées mettent en évidence une transformation conceptuelle touchant l'autonomie et le territoire ancestral indigène, et démontrent un changement des frontières dans les discours et les politiques nationales et globales. Dans le champ transnational environnemental, des politiques et des programmes relatifs au changement climatique défont le lien qui existait entre territoires et représentations, et articulent ces territoires avec des programmes et des connaissances globales. Le changement climatique et ses implications globales soulignent qu'une nouvelle colonialité centrée sur des stratégies et des pouvoirs globaux se déploie. Proposer l'autonomie – qui pour les peuples indigènes s'appuie sur le contrôle territorial – oblige alors à analyser ce qui est territorial à travers des négociations politiques permanentes et des programmes traitant du changement climatique. Selon la notion d'autonomie relationnelle indigène proposée, il est nécessaire d'analyser quels sont les effets sur les frontières du territoire indigène, car la territorialité indigène a été reconnue-ignorée, ce qui renvoie à une reconnaissance partielle et instrumentale. D'autre part, l'exercice de la gouvernementalité indigène sur les territoires indigènes est partiel et limité, en raison de la présence de différents acteurs et de leurs intérêts. Aussi, cette gouvernementalité doit-elle être analysée dans des circonstances spécifiques et doit-elle prendre en compte les politiques

¹¹ Mignolo, Walter, 2003, *Historias locales/diseños globales*, op. cit.

gouvernementales, les dynamiques des groupes armés et les acteurs transnationaux ainsi que leurs implications. Il faut souligner que les processus de production de la connaissance en matière de climat qui n'incluent pas les connaissances des peuples indigènes. Dans ces contextes, les frontières conceptuelles, politiques et territoriales sont en reconfiguration permanente et sont liées aux conflits portés par les demandes d'autonomie des peuples indigènes de Colombie, en général, et de la Sierra Nevada de Santa Marta en particulier.

Cependant, il existe une lutte des peuples indigènes pour un positionnement symbolique et pour proposer des discussions sur les problématiques environnementales et culturelles dans des contextes locaux, nationaux et transnationaux en vue d'obtenir la restitution de leurs territoires et le plein exercice de leur autonomie. Ainsi, les indigènes veulent être reconnus, ce qui doit permettre l'émergence de nouvelles propositions locales relatives au changement climatique, mobilisées à partir de la culture et des connaissances des acteurs sociaux qui réclament des règles davantage plurielles et démocratiques, ou de justice climatique. Dans une autre perspective, les mouvements sociaux des habitants locaux et leur interrelation avec le territoire proposent des formes de relation et de contrôle de la nature qui permettent des alternatives à la globalisation climatique dominante et défient les notions modernes de contrôle de la nature, à travers l'émergence d'une *pensée frontalière*¹² qui s'articule autour des connaissances climatiques en relation avec des lieux spécifiques.

Aussi faut-il ouvrir de l'espace dans les géopolitiques de la connaissance pour un *paradigme autre* ou une *pensée frontalière*¹³, qui débouche sur des options différentes, fondées sur d'autres logiques ou des écologies des émergences (savoirs, temporalités, reconnaissances, trans-échelles et productivités)¹⁴, et dans lesquelles les connaissances indigènes et les expériences restées hors de la pensée moderne sont prises en compte. Une *pensée frontalière* qui s'articule avec les connaissances indigènes dans des lieux spécifiques et avec des lectures locales des transformations historiques environnementales, et qui devienne une option pour repenser la formation discursive du changement climatique. Une *pensée frontalière* autour du changement climatique implique que les peuples indigènes consolident leur contrôle et leur gestion territoriale, et la continuité de processus ancestraux de relation à la nature; qu'ils s'impliquent dans des dynamiques qui rénovent la production de diversité des espèces et la gestion des ressources en accord avec des pratiques environnementalement durables; qu'ils puissent rétablir l'équilibre et relancer des stratégies qui proposent des formes de relation avec l'environnement.

¹² *Ibid.*

¹³ *Ibid.*

¹⁴ De Sousa Santos, Boaventura, 2006, « La Sociología de las Ausencias y la Sociología de las Emergencias: para una ecología de saberes », in *Renovar la teoría crítica y reinventar la emancipación social (encuentros en Buenos Aires)*, Buenos Aires, CLACSO, [http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/edicion/santos/Capitulo 201.pdf](http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/edicion/santos/Capitulo%201.pdf) (consulté le 6/10/2011).

Cependant, ces processus doivent être liés à des changements dans la relation des acteurs externes (paysans, entrepreneurs et institutions, entre autres) avec la nature. Pour que cette *pensée frontalière* repense les géopolitiques de la connaissance relative au changement climatique, il faut que les droits des peuples indigènes soient reconnus en termes d'autonomie, de libre détermination, d'accès et de contrôle de leurs territoires et de leurs ressources, de participation dans les mêmes conditions, hommes et femmes, et de l'inclusion de différentes logiques, visions et stratégies face au changement climatique. Il faut aussi prendre en compte les stratégies indigènes de gestion des changements environnementaux, qui ont constitué des réponses créatives fondées sur des connaissances ancestrales. Ces propositions ouvrent des espaces dans les géopolitiques de la connaissance en termes de changement climatique, engendrant l'émergence d'autres logiques ainsi que de nouveaux savoirs, temporalités, reconnaissances, trans-échelles et productivités.

Traduction : Camille Le Dorze ; relecture : David Dumoulin Kervran